

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203913]

15 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE);

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, rendu en séance le 27 octobre 2016;

Vu le rapport du 27 octobre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 61.171/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 avril 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE et la Directive 2009/28/CE du Parlement européen du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots "entreprise privée" sont remplacés par le mot « entreprise »;

b) il est inséré un 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 entreprise en accord de branche : toute personne morale du secteur privé qui est partie prenante à un accord de branche; »;

c) il est inséré un 2°/2 rédigé comme suit :

« 2°/2 PME : personne morale du secteur privé qui correspond à la définition de l'article 2.2. du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité; »;

d) il est inséré un 2°/3 rédigé comme suit :

« 2°/3 PME hors accord de branche : une PME qui n'est pas partie prenante à un accord de branche; »;

e) il est inséré un 2°/4 rédigé comme suit :

« 2°/4 PME qui a signé une déclaration d'intention : PME qui a signé un document au travers duquel elle déclare son intention d'adhérer à un accord de branche à conclure ou déjà conclu; »;

f) il est inséré un 2°/5 rédigé comme suit :

« 2°/5 petite entreprise : PME qui correspond à la définition de l'article 2.2. de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité; »;

g) il est inséré un 2°/6 rédigé comme suit :

« 2°/6 moyenne entreprise : PME qui ne correspond pas dans la définition de l'article 2.2 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité; »;

h) le 5° est abrogé;

i) il est inséré un 12°/1 rédigé comme suit :

« 12°/1 audit énergétique simplifié : audit réalisé conformément au cahier de charges minimal de l'annexe 10; »;

j) au 17°, les mots "entreprises privées" sont remplacés par le mot "entreprises";

k) il est inséré un 17°/1 rédigé comme suit :

« 17°/1 organisme représentatif d'entreprises en accord de branche : organisme jouissant d'une personnalité juridique, représentatif d'entreprises en accord de branche qui exercent une activité de même nature ou qui sont confrontées à un problème environnemental commun, et qui est mandaté par tout ou partie de ses membres pour les aider à améliorer leur efficacité énergétique ou participer à un accord de branche;

l) les 18° et 19° sont remplacés par ce qui suit :

18° roadmap 2050 : étude et description, établies par un organisme représentatif d'entreprises ou une entreprise en accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises en accord de branche, de la vision de ses entreprises en accord de branche ou de l'entreprise en accord de branche en 2050, reprenant :

a) leurs ou ses réponses attendues aux contraintes climatiques et éventuellement à celles liées au marché ou à d'autres contraintes réglementaires;

b) une évaluation de leur ou de son exposition aux évolutions des prix des énergies fossiles et des matières premières, telles que définies dans la note méthodologique;

19° étude de pertinence de la roadmap 2050 : étude établie par un organisme représentatif d'entreprises en accord de branche ou une entreprise en accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises en accord de branche, qui a pour objectif d'identifier l'intérêt de la réalisation d'une roadmap 2050 ainsi que de mettre en évidence sa faisabilité et de déterminer les ressources nécessaires pour la réaliser; ».

Art. 3. Dans le même arrêté, l'intitulé du Chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Des subventions pour les entreprises en accord de branche, les organismes représentatifs d'entreprises et les organismes représentatifs d'entreprises en accord de branche ».

Art. 4. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire est remplacée par la disposition suivante :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et conformément au présent chapitre, le Ministre peut accorder des subventions aux entreprises en accord de branche, aux organismes représentatifs d'entreprises ou aux organismes représentatifs d'entreprises en accord de branche pour : »;

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Aucune subvention pour un audit énergétique global ne peut être octroyée aux entreprises obligées en vertu de l'article 11 du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Le cumul des subventions prévues au présent chapitre avec d'autres subsides ou primes de la Région, des communautés, des provinces ou des communes pour la même étude ou le même investissement est interdit. »

Art. 5. Dans l'article 4 du même arrêté, les mots "ou par des auditeurs énergétiques," sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les mots "entreprises privées" sont remplacés par les mots "entreprises en accord de branche".

Art. 7. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut accorder des subventions aux organismes représentatifs d'entreprises et aux entreprises en accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises en accord de branche, conformément à l'annexe 8. »

Art. 8. L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Pour la réalisation d'un audit énergétique partiel, d'un audit énergétique global ou d'une étude de pré-faisabilité, constituent les coûts éligibles :

1° les prestations nécessaires de l'auditeur énergétique agréé;

2° le coût du matériel de mesure, acquis ou loué par l'entreprise en accord de branche, nécessaire à la bonne fin de l'étude;

3° le coût des prestations internes de l'entreprise en accord de branche si elles sont validées par l'auditeur énergétique agréé et jugées nécessaires à la réalisation de l'audit énergétique partiel, de l'audit énergétique global, de l'étude de pré-faisabilité ou de l'étude de faisabilité.

Le taux et le montant maximal de la subvention octroyée ou le montant maximal des coûts éligibles pour un même dossier sont renseignés en annexe 7. »

Art. 9. Dans l'article 14 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le taux, le montant maximal de la subvention octroyée pour un même dossier sont renseignés en annexe 7. »

Art. 10. A l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "entreprises privées" et "entreprise privée" sont remplacés par les mots "entreprises en accord de branche";

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le taux et le montant maximal des coûts éligibles sont renseignés en annexe 7. »

Art. 11. A l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "entreprises privées" sont à chaque fois remplacés par les mots "entreprises en accord de branche";

2° les mots "qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif de", "parties prenante d'un accord de branche" et "participantes à l'accord de branche" sont à chaque fois abrogés;

3° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le taux et les coûts éligibles maximaux sont renseignés en annexe 8. »;

4° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le taux et les coûts éligibles maximaux sont renseignés en annexe 8. »

Art. 12. A l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les mots "entreprises privées" sont remplacés par le mot "entreprises".

Art. 13. L'article 19 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré un Chapitre II/1, comportant les articles 19/1 à 19/7, rédigé comme suit :

« Chapitre II/1. — Des subventions pour les PME

Section 1^{re}. — Des conditions d'octroi

Art. 19/1. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et conformément au présent chapitre, le ministre peut accorder des subventions aux PME hors accord de branche pour la réalisation d'un audit énergétique partiel, d'un audit énergétique global, d'un audit énergétique simplifié et d'une étude de préféabilité.

§ 2. Le cumul des subventions prévues au présent chapitre avec d'autres subsides ou primes de la Région, des communautés, des provinces ou des communes pour la même étude ou le même investissement est interdit.

Art. 19/2. Les différents audits et études sont réalisés par des auditeurs énergétiques agréés selon la procédure décrite au chapitre 3 conformément à l'annexe 6.

Art. 19/3. L'audit énergétique partiel, l'audit énergétique global et l'audit énergétique simplifié sont réalisés sur des installations existantes.

Art. 19/4. L'étude de préféabilité est réalisée sur des installations existantes, sauf lorsqu'il s'agit d'installations relatives à une source d'énergie renouvelable ou à une cogénération.

Section 2. — Du taux des subventions

Art. 19/5. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre peut accorder des subventions aux PME conformément à l'annexe 7.

Section 3. — Des coûts éligibles

Art. 19/6. La subvention est calculée sur la base des coûts éligibles, hors T.V.A.

Art. 19/7. Pour la réalisation d'un audit énergétique global, d'un audit énergétique partiel, d'un audit énergétique simplifié ou d'une étude de préféabilité, constituent les coûts éligibles les prestations nécessaires de l'auditeur énergétique agréé.

Le taux et le montant maximal des coûts éligibles sont renseignés en annexe 7. »

Art. 15. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 4 est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II/2. De la demande de subvention ».

Art. 16. A l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 2^o, les mots "d'un audit énergétique simplifié" sont insérés entre le mot "partiels" et les mots "d'un audit énergétique global,";

2^o le 2^o est complété par un f) rédigé comme suit :

« f) le cas échéant, d'une déclaration d'intention de rendre un rapport conforme à l'annexe 11. »

Art. 17. A l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans les alinéas 1^{er} et 2, les mots "un audit énergétique simplifié," sont insérés entre les mots "partiels," et les mots "un audit énergétique global,";

2^o l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 18. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 5 est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II/3. De la liquidation de la subvention ».

Art. 19. A l'article 26, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "un audit énergétique simplifié," sont insérés entre les mots "la subvention pour un audit énergétique partiel," et les mots "un audit énergétique global";

2^o dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "par l'entreprise privée" sont remplacés par les mots "par l'entreprise en accord de branche ou la PME" et les mots "justificatifs des dépenses, d'un rapport final présentant les résultats de l'étude" sont remplacés par les mots "justificatifs des dépenses, d'un rapport final présentant les résultats de l'étude et, le cas échéant, d'un rapport conforme à l'annexe 11 pour obtenir la majoration pour un audit énergétique simplifié visée à l'annexe 7 *in fine*,";

3^o dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots "par l'organisme représentatif d'entreprises privées ou par l'entreprise privée" sont remplacés par les mots "par l'organisme représentatif d'entreprises en accord de branche, par l'entreprise en accord de branche ou par la PME";

4^o dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots "ou pour les opérations d'amélioration de l'efficacité énergétique" sont abrogés;

5^o dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots "par l'organisme représentatif d'entreprises privées" sont remplacés par les mots "par l'organisme représentatif d'entreprises en accord de branche".

Art. 20. Dans le même arrêté, l'annexe 5, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, est remplacée par ce qui suit :

Données	PCI		Coeff. E primaire		Emission CO ₂	
Bois	0,0143	GJp/kg	0,01430	GJp/kg	0,0	kg CO ₂ /GJp
Anthracite	0,0277	GJp/kg	0,02770	GJp/kg	92,7	kg CO ₂ /GJp
Electricité	0,0036	GJp/kWh	0,00900	GJp/kWh	55,8	kg CO ₂ /GJp
Essence	0,0396	GJp/litre	0,03961	GJp/litre	68,6	kg CO ₂ /GJp
Fuel lourd	0,0405	GJp/kg	0,04050	GJp/kg	76,6	kg CO ₂ /GJp

Données	PCI		Coeff. E primaire		Emission CO ₂	
Gasoil	0,0387	GJp/litre	0,03655	GJp/litre	73,3	kg CO ₂ /GJp
Gaz naturel	0,0036	GJp/kWhi	0,00360	GJp/kWhi	55,8	kg CO ₂ /GJp
Gaz naturel	0,00325	GJp/kWhs	0,00325	GJp/kWhs	55,8	kg CO ₂ /GJp
Huile légère	0,0387	GJp/litre	0,03868	GJp/litre	73,2	kg CO ₂ /GJp
Huile lourde	0,0417	GJp/litre	0,04173	GJp/litre	74,0	kg CO ₂ /GJp
Kérosène	0,0377	GJp/litre	0,03580	GJp/litre	70,8	kg CO ₂ /GJp
Lignite	0,0144	GJp/kg	0,01440	GJp/kg	99,2	kg CO ₂ /GJp
LPG	0,0461	GJp/kg	0,04500	GJp/kg	62,4	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0255	GJp/litre	0,02360	GJp/litre	64,9	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0502	GJp/kg	0,04637	GJp/kg	64,9	kg CO ₂ /GJp

Art. 21. Dans le même arrêté, l'annexe 6, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 6. Compétences des auditeurs énergétiques »

Audit énergétique global	Audit énergétique partiel	Etude de pré-faisabilité	Etude de faisabilité	Audit de suivi annuel	Audit énergétique simplifié
Auditeur énergétique agréé conjointement dans les compétences bâtiment, process industriel et énergie renouvelable-cogénération *	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé avec agrément complémentaire accord de branche ou prestataires internes ayant suivi la formation visée à l'article 15, alinéa 1 ^{er}	Auditeur énergétique agréé conjointement dans les compétences bâtiment, process industriel et énergie renouvelable-cogénération

* Pour l'audit énergétique global réalisé dans le cadre des accords de branche l'agrément complémentaire accord de branche est requis. »

Art. 22. Dans le même arrêté, l'annexe 7, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 7. Taux de subvention et coûts éligibles maximaux ou subventions annuelles maximales pour les entreprises en accord de branche et les PME »

		Audit énergétique global	Audit énergétique partiel	Etude de pré-faisabilité	Etude de faisabilité	Audit de suivi annuel	Audit énergétique simplifié
Entreprise en accord de branche	Entreprise qui n'est pas une PME	Taux : 50 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 50 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 50 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 50 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 50 % Coûts éligibles maximaux : € 4.000	Non éligibles
	Moyenne entreprise	Taux : 60 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 60 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 60 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 60 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 60 % Coûts éligibles maximaux : € 4.000	Non éligible
	Petite entreprise	Taux : 70 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 70 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 70 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 70 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Taux : 70 % Coûts éligibles maximaux : € 4.000	Non éligible
PME hors accord de branche	Moyenne entreprise	Taux : 60 % Coûts éligibles maximaux : € 6.000	Taux : 60 % Coûts éligibles maximaux : € 5.000	Taux : 60 % Coûts éligibles maximaux : € 5.000	Non éligible	Non éligible	* Taux : 40 % Coûts éligibles maximaux : € 1.000
	Petite entreprise	Taux : 70 % Coûts éligibles maximaux : € 6.000	Taux : 70 % Coûts éligibles maximaux : € 5.000	Taux : 70 % Coûts éligibles maximaux : € 5.000	Non éligible	Non éligible	* Taux : 50 % Coûts éligibles maximaux : € 1.000
PME qui a signé une déclaration d'intention	Moyenne entreprise	Taux : 60 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Non éligible	Non éligible	Non éligible	Non éligible	Non éligible
	Petite entreprise	Taux : 70 % Subvention annuelle maximale : € 320.000	Non éligible	Non éligible	Non éligible	Non éligible	Non éligible

* Le taux de subvention pour un audit énergétique simplifié est majoré de vingt pourcent si la PME :

1° déclare, au moment de la demande de subside, son intention de rendre un rapport conforme à l'annexe 11;

2° introduit, au moment de demande de liquidation du subside, un rapport conforme à l'annexe 11 qui démontre les économies d'énergie apportées par la mise en œuvre, entre la demande de subside et la demande de liquidation, des mesures déterminées par l'audit. »

Art. 23. Dans le même arrêté, l'annexe 8, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 8. Taux de subvention pour les organismes représentatifs d'entreprises en accord de branche et les entreprises en accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises en accord de branche

	Etude de pertinence de la roadmap 2050	Roadmap 2050	Préparation, encadrement et suivi d'un accord de branche	Action visant à améliorer l'efficacité énergétique d'un secteur
Organismes représentatifs d'entreprises	Non éligible	Non éligible	Non éligible	100 % avec un maximum annuel de € 20.000

Organismes représentatifs d'entreprises en accord de branche *		100 %	100 %	100 %	Non éligible
Entreprises en accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises en accord de branche	Entreprise qui n'est pas une PME	50 % avec un maximum annuel de € 20.000	50 % avec un maximum annuel de € 20.000	Non éligible	Non éligible
	Moyenne entreprise	60 % avec un maximum annuel de € 20.000	60 % avec un maximum annuel de € 20.000	Non éligible	Non éligible
	Petite entreprise	70 % avec un maximum annuel de € 20.000	70 % avec un maximum annuel de € 20.000	Non éligible	Non éligible

* Les subventions pour les organismes représentatifs d'entreprises en accord de branche ne peuvent pas dépasser € 80.000 annuellement. »

Art. 24. Dans le même arrêté, sont insérées les annexes 10 et 11 rédigées comme suit :

« ANNEXE 10. Cahier des charges minimal pour l'audit énergétique simplifié

1. Objectif

L'audit énergétique simplifié a pour but de présenter au commanditaire, un premier état des lieux sur les aspects énergétiques de l'entreprise. Cet état des lieux, basé sur une visite dans des conditions d'utilisation réelle, couvre les aspects liés aux factures, à la comptabilité énergétique et propose une liste d'actions à entreprendre en vue d'améliorer l'efficacité énergétique de l'entreprise ou contribuer au développement des énergies renouvelables et de la cogénération. Cet audit est simplifié, dans la mesure où il couvre les aspects énergétiques les plus significatifs de l'entreprise que ce soit en terme de quantité d'énergie ou en terme de possibilité d'actions pour le commanditaire.

Le périmètre audité couvre l'activité opérationnelle des ateliers et des bureaux et les systèmes utilisant de l'électricité et des combustibles.

2. Exigences

§ 1^{er}. L'audit énergétique simplifié établi notamment :

1° l'analyse de la consommation d'électricité :

- a) analyse des consommations heures pleines/heures creuses;
- b) analyse de la puissance appelée;
- c) analyse du cos phi;
- d) analyse du diagramme de charge;
- e) analyse de la pointe quart-horaire;
- f) analyse des factures d'électricité;

2° l'analyse des consommations de combustibles :

- a) analyse des consommations;
- b) analyse des influences saisonnières;
- c) analyse des factures de combustibles;

3° la visite et analyse énergétique simplifiée des installations et des locaux de l'entreprise :

- a) discussion sur le contexte : le commanditaire présente l'activité de son entreprise et son développement éventuel;
- b) le commanditaire explique les problèmes énergétiques rencontrés, ses investissements déjà réalisés ou ses projets relatifs à la réduction des consommations énergétiques ou son développement éventuel;
- c) les déficiences éventuelles des installations pourront faire de l'objet de photos;
- d) explications sur les problématiques identifiées et sur les possibilités d'amélioration, les bonnes pratiques, les possibilités d'investissement telles que des améliorations de l'efficacité énergétique et la possibilité d'installation d'autoproduction d'énergie;

4° débriefing et recommandations pour augmenter l'efficacité énergétique des points identifiés par l'audit simplifié :

- a) les aspects liés aux ateliers et aux locaux : l'éclairage, les productions, distributions, émissions et régulations du chauffage et de la climatisation du bâtiment, la ventilation, et si nécessaire, l'isolation et l'étanchéité du bâtiment;
- b) les aspects liés à l'activité de l'entreprise : l'efficacité des forces motrices, l'utilisation de variateurs, les utilités telles que la production, distribution et utilisation de l'air comprimé, de la vapeur ou du froid, la gestion des arrêts;
- c) la sensibilisation du personnel;

- d) la production d'énergies renouvelables autoconsommées ou pour une mise à disposition sur un micro-réseau autonome à destination d'entreprises ou de collectivités;
- e) éventuellement, la récupération de chaleur fatale;
- 5° déterminer la possibilité de la flexibilité énergétique électrique de l'entreprise;
- 6° informations sur les incitants financiers et aides au financement spécifiques;
- 7° les actions à prendre pour mettre en œuvre les recommandations de l'audit;
- 8° une identification des investissements éligibles à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie.

§ 2. Le rapport d'audit simplifié comporte notamment :

- 1° les coordonnées du contact ainsi que les données de base sur l'activité de l'entreprise;
- 2° l'objectif de l'audit, c'est-à-dire son étendue et ses limites;
- 3° une synthèse des actions à entreprendre et des pistes d'amélioration à retenir;
- 4° une description des problématiques identifiées et des solutions à apporter, le tout éventuellement illustré des photos prises lors de la visite;
- 5° une synthèse des incitants financiers en lien avec les sujets abordés;
- 6° la liste des investissements éligibles à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie.

ANNEXE 11. Rapport sur les économies d'énergie suite à l'audit énergétique simplifié

Le rapport comprend au minimum les informations suivantes :

- 1° Les coordonnées de l'entreprise;
- 2° Les nom et prénom de l'auditeur;
- Pour chaque mesure d'efficacité énergétique ou d'énergie renouvelable ou de cogénération mise en œuvre :
- 1° une dénomination succincte;
- 2° le classement entre "bâtiment", "processus industriel", "utilités" ou "énergie renouvelable ou cogénération";
- 3° l'économie d'énergie annuelle exprimée en kWh final;
- 4° la durée de vie escomptée de l'économie d'énergie;
- 5° le taux de fiabilité des données chiffrées précédentes entre "estimation" ou "calcul";
- 6° le montant de l'investissement. »

Art. 25. Dans le même arrêté, il est inséré un article 40/1, rédigé comme suit :

« Art. 40/1. Le Ministre de l'Énergie est habilité à compléter, le cas échéant, le contenu de l'audit et du rapport de l'annexe 10 et du formulaire de l'annexe 11. »

Art. 26. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juin 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/203913]

15. JUNI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE")

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE");

Aufgrund der am 19. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des während der Sitzung vom 27. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 27. Oktober 2016;

Aufgrund des am 13. April 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 61.171/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG und die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE"), abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 2 wird das Wort "Privatunternehmen" durch "Unternehmen" ersetzt;

b) es wird eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°/1 Unternehmen in einer Branchenvereinbarung: jede juristische Person des Privatsektors, die an einer Branchenvereinbarung beteiligt ist;»

c) es wird eine Ziffer 2/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2/2 KMU: eine juristische Person des Privatsektors, die der Definition nach Artikel 2.2 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union entspricht;»;

d) es wird eine Ziffer 2/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2/3 KMU außerhalb einer Branchenvereinbarung: ein KMU, das nicht an einer Branchenvereinbarung beteiligt ist;»;

e) es wird eine Ziffer 2/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2/4 KMU, das eine Absichtserklärung unterzeichnet hat: ein KMU, das ein Dokument unterzeichnet hat, wodurch es seine Absicht erklärt, einer bereits abgeschlossenen oder noch abzuschließenden Branchenvereinbarung beizutreten;»;

f) es wird eine Ziffer 2/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2/5 kleines Unternehmen: ein KMU, das der Definition nach Artikel 2.2 des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union entspricht;»;

g) es wird eine Ziffer 2/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2/6 mittleres Unternehmen: ein KMU, das der Definition nach Artikel 2.2 des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union nicht entspricht;»;

h) Ziffer 5 wird gestrichen;

i) es wird eine Ziffer 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«12/1 vereinfachtes Energieaudit: ein in Übereinstimmung mit dem Mindestlastenheft nach Anhang 10 durchgeführtes Audit;»;

j) unter Ziffer 17 wird das Wort "Privatunternehmen" durch "Unternehmen" ersetzt;

k) es wird eine Ziffer 17/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«17/1 für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativer Verband: eine über die Rechtspersönlichkeit verfügende Einrichtung, die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung vertritt, die Aktivitäten gleicher Art ausüben, oder ein gemeinsames Umweltproblem zu bewältigen haben, wobei diese Einrichtung von einem Teil oder der Gesamtheit ihrer Mitglieder bevollmächtigt wird, um sie bei der Verbesserung ihrer Energieeffizienz zu unterstützen oder an einer Branchenvereinbarung teilzunehmen;

l) die Ziffern 8, 9 und 10 werden durch Folgendes ersetzt:

18° Roadmap 2050: eine von einem repräsentativen Unternehmensverband oder einem Unternehmen in einer Branchenvereinbarung, ohne die Vermittlung eines für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbands, erstellte Studie und Beschreibung der Vision seiner Unternehmen oder des Unternehmens in einer Branchenvereinbarung im Jahre 2050, mit:

a) ihren/seinen erwarteten Antworten auf die klimatischen, marktbedingten und sonstigen rechtlichen Zwänge;

b) einer Bewertung ihrer/seiner Verwundbarkeit gegenüber der Entwicklung der Preise für fossile Energien und Rohstoffe, so wie in der Methodenbeschreibung bestimmt;

19° Studie über die Relevanz der Roadmap 2050 : eine von einem für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verband oder einem Unternehmen in einer Branchenvereinbarung, ohne die Vermittlung eines für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbands, erstellte Studie, die darauf abzielt, das Interesse der Erstellung einer Roadmap 2050 zu identifizieren, ihre Durchführbarkeit hervorzuheben, und die dazu notwendigen Mittel zu bestimmen;».

Art. 3 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Kapitels II durch Folgendes ersetzt:

«Zuschüsse für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung, die repräsentativen Unternehmensverbände und die für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbände».

Art. 4 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der einleitende Satz wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und in Übereinstimmung mit vorliegendem Kapitel kann der Minister den Unternehmen in einer Branchenvereinbarung, den repräsentativen Unternehmensverbänden und den für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbänden Zuschüsse gewähren für:»;

2° der Artikel wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Kein Zuschuss für ein globales Energieaudit darf den Unternehmen, die kraft Artikel 11 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien zur Durchführung eines Energieaudits gezwungen sind, gewährt werden.

Die Kumulierung der in vorliegendem Kapitel genannten Zuschüsse mit anderen Subsidien oder Prämien der Region, der Gemeinschaften, der Provinzen oder der Gemeinden für dieselbe Studie oder dieselbe Investition ist untersagt.»

Art. 5 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die Wörter "oder von Energieauditoren" gestrichen.

Art. 6 - In Artikel 9 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, wird das Wort "Privatunternehmen" durch die Wörter "Unternehmen in einer Branchenvereinbarung" ersetzt.

Art. 7 - Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den repräsentativen Unternehmensverbänden und den Unternehmen in einer Branchenvereinbarung ohne die Vermittlung eines für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbands gemäß Anhang 8 Zuschüsse gewähren.»

Art. 8 - Artikel 13 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 13 - Für die Durchführung eines partiellen Energieaudits, eines globalen Energieaudits oder einer Durchführbarkeitsvorstudie sind die zuschussfähigen Kosten:

1° die Kosten für die notwendigen Leistungen des zugelassenen Energieauditors;

2° die Kosten für die zur Durchführung der Studie notwendigen Messgeräte, die vom Unternehmen in einer Branchenvereinbarung gemietet oder angeschafft werden;

3° die Kosten der internen Leistungen des Unternehmens in einer Branchenvereinbarung, wenn sie vom zugelassenen Energieauditor validiert werden und zur Durchführung des partiellen Energieaudits, des globalen Energieaudits, der Durchführbarkeitsvorstudie oder der Durchführbarkeitsstudie als erforderlich betrachtet werden.

Der Satz und der Höchstbetrag des gewährten Zuschusses oder der Höchstbetrag der für ein und dieselbe Akte zuschussfähigen Kosten werden in Anhang 7 angeführt.»

Art. 9 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Satz und der Höchstbetrag des für ein und dieselbe Akte gewährten Zuschusses werden in Anhang 7 angeführt.»

Art. 10 - In Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Privatunternehmen" durch die Wörter "Unternehmen in einer Branchenvereinbarung" ersetzt;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

«Der Satz und der Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten werden in Anhang 7 angeführt.»

Art. 11 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Privatunternehmen" wird jeweils durch die Wörter "Unternehmen in einer Branchenvereinbarung" ersetzt;

2° die Wörter ", die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben", ", die Partner einer Branchenvereinbarung sind" und ", die an der Branchenvereinbarung teilnehmen" werden jeweils gestrichen;

3° Paragraph 2 Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«Der Satz und der Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten werden in Anhang 8 angeführt.»;

4° Paragraph 3 Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«Der Satz und der Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten werden in Anhang 8 angeführt.»

Art. 12 - In Artikel 18 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, wird das Wort "Privatunternehmen" durch das Wort "Unternehmen" ersetzt.

Art. 13 - Artikel 19 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 14 - In denselben Erlass wird ein Kapitel II/1 mit den Artikeln 19/1 bis 19/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel II/1 — Zuschüsse für de KMU

Abschnitt 1 — Gewährungsbedingungen

Art. 19/1 - § 1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und in Übereinstimmung mit vorliegendem Kapitel kann der Minister den KMU außerhalb einer Branchenvereinbarung Zuschüsse gewähren für die Durchführung eines partiellen Energieaudits, eines globalen Energieaudits, eines vereinfachten Energieaudits und einer Durchführbarkeitsvorstudie.

§ 2 - Die Kumulierung der in vorliegendem Kapitel genannten Zuschüsse mit anderen Subsidien oder Prämien der Region, der Gemeinschaften, der Provinzen oder der Gemeinden für dieselbe Studie oder dieselbe Investition ist untersagt.

Art. 19/2 - Die verschiedenen Audits und Studien werden gemäß des in Kapitel 3 beschriebenen Verfahrens in Übereinstimmung mit Anhang 6 von zugelassenen Energieauditors durchgeführt.

Art. 19/3 - Das partielle Energieaudit, das globale Energieaudit und das vereinfachte Energieaudit werden an bestehenden Anlagen durchgeführt.

Art. 19/4 - Die Durchführbarkeitsvorstudie wird an bestehenden Anlagen durchgeführt, außer wenn es sich um Anlagen im Rahmen einer erneuerbaren Energiequelle oder der Kraft/Wärme-Kopplung handelt.

Abschnitt 2 — Bezuschussungssatz

Art. 19/5 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den KMU gemäß Anlage 7 Zuschüsse gewähren.

Abschnitt 3 — Zuschussfähige Kosten

Art. 19/6 - Der Zuschuss wird auf der Grundlage der zuschussfähigen Kosten, außer MwSt., berechnet.

Art. 19/7 - Zwecks der Durchführung eines globalen Energieaudits, eines partiellen Energieaudits, eines vereinfachten Energieaudits oder einer Durchführbarkeitsvorstudie bestehen die zuschussfähigen Kosten in den Kosten für die notwendigen Leistungen des zugelassenen Energieauditors.

Der Satz und der Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten werden in Anhang 7 angeführt.»

Art. 15 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 4 durch Folgendes ersetzt:

«Kapitel II/2 - Zuschussantrag».

Art. 16 - In Artikel 21 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° unter Ziffer 2 werden die Wörter "eines vereinfachten Energieaudits," zwischen "eines partiellen Energieaudits," und "eines globalen Energieaudits" eingefügt;

2° die Ziffer 2 wird um einen Buchstaben *f*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«*f*) gegebenenfalls eine Absichtserklärung zur Berichterstattung gemäß Anhang 11.»

Art. 17 - In Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in den Absätzen 1 und 2 werden die Wörter "eines vereinfachten Energieaudits," zwischen "eines partiellen Energieaudits," und "eines globalen Energieaudits" eingefügt;

2° Absatz 4 wird gestrichen.

Art. 18 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 5 durch Folgendes ersetzt:

«Kapitel II/3 - Auszahlung des Zuschusses».

Art. 19 - In Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "ein vereinfachtes Energieaudit," zwischen "ein partielles Energieaudit," und "ein globales Energieaudit" eingefügt;

2° Paragraph 2 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ersetzt:

«Dieser Antrag auf Auszahlung erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die vom Unternehmen in einer Branchenvereinbarung oder vom KMU in zwei zertifizierten Originalausfertigungen ausgestellt wird, der die Belege für die Ausgaben, ein Schlussbericht über die Ergebnisse der Studie und gegebenenfalls ein Bericht nach Anhang 11 zwecks des Erhalts der Erhöhung für ein vereinfachtes Energieaudit nach Anhang 7 *in fine* beigefügt werden.»;

3° Paragraph 3 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ersetzt:

«Dieser Antrag auf Auszahlung erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die vom für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verband, vom Unternehmen in einer Branchenvereinbarung oder vom KMU in zwei zertifizierten Originalausfertigungen ausgestellt wird, und der die Belege für die Ausgaben einschließlich eines Verzeichnisses der innerbetrieblichen Leistungen der von Dritten erbrachten Dienstleistungen und ein öffentlicher Schlussbericht beigefügt werden.»;

4° in Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter "oder für die Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz" gestrichen;

5° in Paragraph 4 Absatz 2 werden die Wörter "vom repräsentativen Unternehmensverband" durch die Wörter "vom für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verband" ersetzt.

Art. 20 - In demselben Erlass wird der Anhang 5, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, durch folgenden Anhang ersetzt:

Angaben	Unterer Heizwert		Primärenergiefaktor		CO ₂ -Emissionen	
Holz	0,0143	GJp/kg	0,01430	GJp/kg	0,0	kg CO ₂ /GJp
Anthrazit	0,0277	GJp/kg	0,02770	GJp/kg	92,7	kg CO ₂ /GJp
Elektrizität	0,0036	GJp/kWh	0,00900	GJp/kWh	55,8	kg CO ₂ /GJp
Benzin	0,0396	GJp/Liter	0,03961	GJp/Liter	68,6	kg CO ₂ /GJp
Schweres Heizöl	0,0405	GJp/kg	0,04050	GJp/kg	76,6	kg CO ₂ /GJp
Heizöl	0,0387	GJp/Liter	0,03655	GJp/Liter	73,3	kg CO ₂ /GJp

Angaben	Unterer Heizwert		Primärenergiefaktor		CO ₂ -Emissionen	
Erdgas	0,0036	GJp/kWhi	0,00360	GJp/kWhi	55,8	kg CO ₂ /GJp
Erdgas	0,00325	GJp/kWhs	0,00325	GJp/kWhs	55,8	kg CO ₂ /GJp
Leichtes Öl	0,0387	GJp/Liter	0,03868	GJp/Liter	73,2	kg CO ₂ /GJp
Schweröl	0,0417	GJp/Liter	0,04173	GJp/Liter	74,0	kg CO ₂ /GJp
Kerosin	0,0377	GJp/Liter	0,03580	GJp/Liter	70,8	kg CO ₂ /GJp
Braunkohle	0,0144	GJp/kg	0,01440	GJp/kg	99,2	kg CO ₂ /GJp
LPG	0,0461	GJp/kg	0,04500	GJp/kg	62,4	kg CO ₂ /GJp
Propan	0,0255	GJp/Liter	0,02360	GJp/Liter	64,9	kg CO ₂ /GJp
Propan	0,0502	GJp/kg	0,04637	GJp/kg	64,9	kg CO ₂ /GJp

Art. 21 - In demselben Erlass wird der Anhang 6, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, durch folgenden Anhang ersetzt:

«ANHANG 6 - Zuständigkeiten der Energieauditors»

Globales Energieaudit	Partielles Energieaudit	Durchführbarkeitsvorstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit	Vereinfachtes Energieaudit
Energieauditor, der für Gebäude, Industrieverfahren und erneuerbare Energien - Kraft-/Wärme-Kopplung zugleich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Zugelassener Energieauditor mit ergänzender Zulassung in Verbindung mit der Branchenvereinbarung oder innerbetriebliche Dienstleister, die an der Ausbildung nach Artikel 15 Abs. 1 teilgenommen haben	Energieauditor, der für Gebäude, Industrieverfahren und erneuerbare Energien - Kraft-/Wärme-Kopplung zugleich zugelassen ist

* Für das im Rahmen der Branchenvereinbarungen durchgeführte globale Energieaudit ist die ergänzende Zulassung "Branchenvereinbarung" erforderlich.»

Art. 22 - In demselben Erlass wird der Anhang 7, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, durch folgenden Anhang ersetzt:

«ANHANG 7 - Bezuschussungssatz und Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten oder der jährlichen Zuschüsse für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung und die KMU

		Globales Energieaudit	Partielles Energieaudit	Durchführbarkeitsvorstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit	Vereinfachtes Energieaudit
Unternehmen in einer Branchenvereinbarung	Unternehmen, das kein KMU ist	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 50% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 50% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 4.000	Nicht zuschussfähig
	Mittleres Unternehmen	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 60% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 4.000	Nicht zuschussfähig
	Kleines Unternehmen	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Satz: 70% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 4.000	Nicht zuschussfähig
KMU außerhalb einer Branchenvereinbarung	Mittleres Unternehmen	Satz: 60% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 6.000	Satz: 60% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 5.000	Satz: 60% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 5.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Satz: 40% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 1.000
	Kleines Unternehmen	Satz: 70% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 6.000	Satz: 70% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 5.000	Satz: 70% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 5.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Satz: 50% Höchstbetrag der zuschussfähigen Kosten: € 1.000
KMU, das eine Absichtserklärung unterschrieben hat	Mittleres Unternehmen	Satz: 60% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig
	Kleines Unternehmen	Satz: 70% Höchstbetrag des jährlichen Zuschusses: € 320.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig

* Der Bezuschussungssatz für ein vereinfachtes Energieaudit wird um zwanzig Prozent erhöht, wenn das KMU
 1° zum Zeitpunkt des Antrags auf den Zuschuss seine Absicht erklärt, einen Bericht gemäß Anhang 11 vorzulegen;
 2° zum Zeitpunkt des Antrags auf Auszahlung des Zuschusses einen Bericht gemäß Anhang 11 vorlegt, in dem die Energieeinsparungen dank der Einführung der im Audit festgelegten Maßnahmen zwischen dem Antrag auf den Zuschuss und dem Antrag auf Auszahlung des Zuschusses nachgewiesen werden.»

Art. 23 - In demselben Erlass wird der Anhang 8, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, durch folgenden Anhang ersetzt:

«ANHANG 8 - Bezuschussungssatz zugunsten der für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbände sowie der Unternehmen in einer Branchenvereinbarung ohne die Vermittlung eines für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbands

	Studie über die Relevanz der Roadmap 2050	Roadmap 2050	Vorbereitung, Betreuung und Follow-up einer Branchenvereinbarung	Aktion zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Sektors
Repräsentative Unternehmensverbände	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	100% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000

Für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentative Verbände *		100%	100%	100%	Nicht zuschussfähig
Unternehmen in einer Branchenvereinbarung ohne die Vermittlung eines für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentativen Verbands	Unternehmen, das kein KMU ist	50% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	50% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig
	Mittleres Unternehmen	60% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	60% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig
	Kleines Unternehmen	70% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	70% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig

* Die Zuschüsse zugunsten der für die Unternehmen in einer Branchenvereinbarung repräsentative Verbände dürfen € 80.000 pro Jahr nicht überschreiten.»

Art. 24 - In denselben Erlass werden die Anhänge 10 und 11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«ANHANG 10 - Lastenheft mit den Mindestanforderungen für das vereinfachte Energieaudit

1. Zielsetzungen

Ziel des vereinfachten Energieaudits ist es, dem Auftraggeber eine erste Bestandsaufnahme über die energetischen Aspekte des Betriebs darzulegen. Diese Bestandsaufnahme beruht auf einer Besichtigung bei realen Betriebsbedingungen, deckt die Aspekte in Bezug auf die Rechnungen, die energetische Buchführung, und schlägt eine Liste von zu ergreifenden Maßnahmen vor, um die Energieeffizienz des Unternehmens zu verbessern oder zur Entwicklung der erneuerbaren Energien und der Kraft-Wärme-Kopplung beizutragen. Bei diesem Audit handelt es sich um ein vereinfachtes Audit, da es die wesentlichsten energetischen Aspekte im Unternehmen deckt, sowohl was die Energiemengen als die Aktionsmöglichkeiten für den Auftraggeber betrifft.

Der Umfang des Audits deckt die operationelle Aktivität der Werkstätten und Büros sowie die Systeme, die Strom und Brennstoffe benutzen.

2. Anforderungen

§ 1 - Das Energieaudit umfasst insbesondere die folgenden Punkte:

1° Analyse des Stromverbrauchs:

- Analyse des Verbrauchs während der Volltarif- und Billigtarifzeiten;
- Analyse der verbrauchten Leistung;
- Analyse des cos phi;
- Analyse des Belastungsdiagramms;
- Analyse der Viertelstundenspitze;
- Analyse der Stromrechnungen;

2° Analyse des Brennstoffverbrauchs:

- Analyse der Verbrauchsdaten;
- Analyse der saisonalen Einflüsse;
- Analyse der Brennstoffrechnungen;

3° Besichtigung und vereinfachte energetische Analyse der Anlagen und Räumlichkeiten des Unternehmens:

- Kontextbesprechung: der Auftraggeber stellt die Aktivität seines Unternehmens und dessen eventuelle Weiterentwicklung dar;
- der Auftraggeber erklärt die Energieprobleme, auf die er gestoßen ist, die bereits getätigten Investitionen oder seine Projekte zur Verringerung des Energieverbrauchs, und ggf. zur Weiterentwicklung seines Unternehmens;
- die eventuellen Mängel an den Anlagen können fotografiert werden;
- Information über die identifizierten Probleme und die Verbesserungsmöglichkeiten, die gute fachliche Praxis, die Investitionsmöglichkeiten wie z.B. in Sachen Verbesserung der Energieeffizienz und Anlagen zur Eigenenergieproduktion;

4° Debriefing und Empfehlungen zur Steigerung der Energieeffizienz der anlässlich des vereinfachten Audits identifizierten Punkte:

a) Aspekte in Bezug auf die Werkstätten und Räumlichkeiten: Beleuchtung, Heizung und Klimatisierung (Erzeugung und -verteilung, Emissionen, Regelung), Lüftung, ggf. Wärmedämmung und Dichtigkeit des Gebäudes;

b) Aspekte in Verbindung mit der Aktivität des Unternehmens: Effizienz der Antriebskräfte, Gebrauch von Umrichtern bzw. Drehzahlreglern, Energieträger wie Druckluft, Dampf, Kälte (Erzeugung, Verteilung, Benutzung), Stillstandsmanagement;

c) Sensibilisierung des Personals;

d) Produktion von erneuerbaren Energien zwecks des Eigenverbrauchs oder der Zurverfügungstellung an andere Unternehmen oder Körperschaften im Rahmen eines autonomen Mikronetzes;

e) ggf. Abwärmenutzung;

5° Bestimmung der Möglichkeiten zur elektrischen energetischen Flexibilität im Rahmen des Unternehmens;

6° Information über die finanziellen Anreize und spezifischen Finanzierungsbeihilfen;

7° Maßnahmen, die zur Umsetzung der Empfehlungen des Audits zu ergreifen sind;

8° Identifizierung der zuschussfähigen Investitionen kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind.

§ 2 - Der Bericht über das vereinfachte Energieaudit umfasst insbesondere folgende Angaben:

1° die Kontaktdaten des Unternehmens und die Basisangaben über seine Aktivität;

2° die Zielsetzung des Audits, d.h. seinen Umfang und seine Begrenzungen;

3° eine Synthese der zu ergreifenden Maßnahmen und der möglichen Verbesserungsmöglichkeiten;

4° eine Beschreibung der identifizierten Probleme und der entsprechenden Lösungen, ggf. mit den während der Besichtigung gemachten Fotos veranschaulicht;

5° eine Synthese der finanziellen Anreize in Verbindung mit den angesprochenen Themen;

6° die Liste der kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, zuschussfähigen Investitionen.

ANHANG 11 - Bericht über die Energieeinsparungen anschließend an das vereinfachte Energieaudit

Der Bericht enthält mindestens folgende Informationen:

1° Kontaktdaten des Unternehmens;

2° Name und Vorname des Auditors;

Für jede umgesetzte Maßnahme in Sachen Energieeffizienz, erneuerbare Energien oder Kraft-Wärme-Kopplung:

1° eine kurze Bezeichnung der Maßnahme;

2° die Einordnung der Maßnahme: "Gebäude", "Industrieverfahren", "Energieträger" oder "erneuerbare Energien oder Kraft-Wärme-Kopplung";

3° die jährliche Energieeinsparung in kWh final;

4° die erwartete Lebensdauer der Energieeinsparungsmaßnahme;

5° die Zuverlässigkeitsrate der oben genannten Zahlangaben zwischen "Einschätzung" oder "Berechnung";

6° den Betrag der Investition.»

Art. 25 - In denselben Erlass wird ein Artikel 40/1, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 40/1 - Der Minister für Energie ist befugt, den Inhalt des Audits und des Berichts nach Anhang 10 und des Formulars nach Anhang 11 gegebenenfalls zu ergänzen.»

Art. 26 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Juni 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung, und die Energie

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203913]

15 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 9 tot 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht ter zitting van 27 oktober 2016;

Gelet op het rapport van 27 oktober 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 61.171/4 van de Raad van State, gegeven op 13 april 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG en richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMÛRE), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2° worden de woorden "private onderneming" vervangen door het woord "onderneming";

b) er wordt een 2°/1 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°/1 onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst : elke rechtspersoon uit de privé-sector die betrokken partij is bij een vakovereenkomst; »;

c) er wordt een 2°/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°/2 KMO : rechtspersoon uit de privé-sector die beantwoordt aan de definitie van artikel 2.2. van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard; »;

d) er wordt een 2°/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°/3 KMO die niet deel uitmaakt van een vakovereenkomst : een KMO die geen betrokken is bij een vakovereenkomst; »;

e) er wordt een 2°/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°/4 KMO die een intentieverklaring heeft ondertekend : KMO die een document ondertekend waardoor ze haar intentie verklaart om toe te treden tot een te sluiten of al gesloten vakovereenkomst; »;

f) er wordt een 2°/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°/5 kleine onderneming : KMO die beantwoordt aan de definitie van artikel 2.2. van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard; »;

g) er wordt een 2°/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°/6 middelgrote onderneming : KMO die niet beantwoordt aan de definitie van artikel 2.2. van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard; »;

h) 5° wordt opgeheven;

i) er wordt een 12°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 12°/1 vereenvoudigde energieaudit : audit uitgevoerd overeenkomstig het minimumbestek bedoeld in bijlage 10; »;

j) in 17° worden de woorden "private ondernemingen" vervangen door het woord "ondernemingen";

k) er wordt een 17°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 17°/1 representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst : organisatie met rechtspersoonlijkheid die representatief is voor ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst en die een activiteit van dezelfde aard uitoefenen of geconfronteerd worden met een gemeenschappelijk milieuprobleem, en die door het geheel of een deel van haar leden gemandateerd wordt om hen te helpen bij de verbetering van hun energie-efficiëntie of om aan een vakovereenkomst deel te nemen;

l) de punten 18° en 19° worden vervangen als volgt :

18° stappenplan 2050 : onderzoek en omschrijving, verricht door een representatieve organisatie van ondernemingen of een onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst zonder bemiddeling van een representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst, van de visie van haar ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst of van de onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst in 2050, bevattende :

a) hun of haar verwachte antwoorden op de klimaateisen en, eventueel, op die i.v.m. de markt of op andere reglementaire eisen;

b) een evaluatie van hun of haar blootstelling aan de evoluties van de prijzen van de fossiele energieën en de grondstoffen, zoals omschreven in de methodologische nota;

19° onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050 : onderzoek gevoerd door een representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst of een onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst zonder bemiddeling van een representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst, ten einde het belang van de uitvoering van een stappenplan 2050 te identificeren alsook de haalbaarheid ervan te onderstrepen en de hulpmiddelen te bepalen die nodig zijn om het uit te voeren; ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk II vervangen als volgt :

« Toelagen voor de ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst, de representatieve organisaties van ondernemingen en de representatieve organisaties van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst ».

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig dit hoofdstuk toelagen verlenen aan de ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst, aan de representatieve organisaties van ondernemingen of aan de representatieve organisaties van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst voor : »;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Er mag geen toelage voor een globale energieaudit toegekend worden aan de ondernemingen die krachtens artikel 11 van het decreet van 9 december 1993 betreffende de steun en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën verplicht zijn.

Het is verboden de toelagen waarin dit hoofdstuk voorziet te cumuleren met andere toelagen of premies verleend door het Gewest, de gemeenschappen, de provincies of de gemeenten voor hetzelfde onderzoek of dezelfde investering. »

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "of door energieauditeurs" opgeheven.

Art. 6. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de woorden "private ondernemingen" vervangen door de woorden "ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst".

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister toelagen verlenen aan de representatieve organisaties van ondernemingen en aan de ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst zonder bemiddeling van een representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst, overeenkomstig bijlage 8. »

Art. 8. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Voor de uitvoering van een gedeeltelijke energieaudit, een globale energieaudit, een prehaalbaarheidsonderzoek zijn de in aanmerking komende kosten :

1° de nodige prestaties van de erkende energieauditeur;

2° de prijs van de meetapparatuur, gekocht of gehuurd door de onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst, die nodig is om het onderzoek tot een goed einde te brengen;

3° de kosten van de interne prestaties van de onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst, als ze door de erkende energieauditeur gevalideerd en nodig geacht worden voor de uitvoering van de gedeeltelijke energieaudit, de globale energieaudit, het prehaalbaarheidsonderzoek of het haalbaarheidsonderzoek.

Het percentage en het maximumbedrag van de verleende toelage en het maximumbedrag van de in aanmerking komende kosten voor eenzelfde dossier worden in bijlage 7 vermeld. »

Art. 9. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Het percentage, het maximumbedragen van de toelage die voor eenzelfde dossier wordt verleend, worden in bijlage 7 vermeld. »

Art. 10. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "private ondernemingen" en "private onderneming" vervangen door de woorden "ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Het percentage en het maximumbedrag van de in aanmerking komende kosten worden in bijlage 7 vermeld. »

Art. 11. In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "private ondernemingen" worden telkens vervangen door de woorden "ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst";

2° de woorden "die een vakovereenkomst gesloten hebben zonder bemiddeling van een representatieve organisatie" en de woorden "die een vakovereenkomst gesloten hebben" worden telkens opgeheven;

3° het tweede lid van § 2 wordt vervangen als volgt :

« Het percentage en de maximale in aanmerking komende kosten worden in bijlage 8 vermeld. »;

4° het tweede lid van § 3 wordt vervangen als volgt :

« Het percentage en de maximale in aanmerking komende kosten worden in bijlage 8 vermeld. »

Art. 12. In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de woorden "private ondernemingen" vervangen door de woorden "ondernemingen".

Art. 13. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk II/1, dat de artikelen 19/1 tot 19/7 inhoudt, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK II/1. — Toelage voor de KMO's

Afdeling 1. — Toekeningsvoorwaarden

Art 19/1. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig dit hoofdstuk toelagen verlenen aan de KMO's die niet deel uitmaken van een vakovereenkomst voor de uitvoering van een gedeeltelijke energieaudit, een globale energieaudit, een vereenvoudigde energieaudit en een prehaalbaarheidsonderzoek.

§ 2. Het is verboden de toelagen waarin dit hoofdstuk voorziet te cumuleren met andere toelagen of premies verleend door het Gewest, de gemeenschappen, de provincies of de gemeenten voor hetzelfde onderzoek of dezelfde investering.

Art. 19/2. De verschillende audits en onderzoeken worden gevoerd door energieauditeurs die volgens de in hoofdstuk 3 omschreven procedure overeenkomstig bijlage 6 erkend zijn.

Art. 19/3. De gedeeltelijke energieaudit, de globale energieaudit en de vereenvoudigde energieaudit worden op bestaande installaties verricht.

Art. 19/4. Het prehaalbaarheidsonderzoek wordt op bestaande installaties gevoerd, tenzij het gaat om installaties betreffende een hernieuwbare energiebron of warmtekrachtkoppeling.

Afdeling 2. — Subsidiëringspercentage

Art. 19/5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig bijlage 7 toelagen aan de KMO's verlenen.

Afdeling 3. — In aanmerking komende kosten

Art. 19/6. De toelage wordt berekend op basis van de in aanmerking komende kosten, excl. btw.

Art. 19/7. Voor de uitvoering van een globale energieaudit, een gedeeltelijke energieaudit, een vereenvoudigde energieaudit of een prehaalbaarheidsonderzoek zijn de nodige prestaties van de erkende energieauditeur de in aanmerking komende kosten.

Het percentage en het maximumbedrag van de in aanmerking komende kosten worden in bijlage 7 vermeld. »

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 4 vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II/2. - Aanvraag van de toelage ».

Art. 16. In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden "een vereenvoudigde energieaudit," ingevoegd tussen de woorden "gedeeltelijke energieaudit," en de woorden "een globale energieaudit";

2° punt 2° wordt aangevuld met een *f*), luidend als volgt :

« *f*) in voorkomend geval, een intentieverklaring om een verslag overeenstemmend met bijlage 11 op te stellen. »

Art. 17. In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het tweede lid worden de woorden "een vereenvoudigde energieaudit," ingevoegd tussen de woorden "gedeeltelijke energieaudit," en de woorden "een globale energieaudit";

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 18. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 5 vervangen als volgt :

« Afdeling II/3. - Betaling van de toelage ».

Art. 19. In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden "een vereenvoudigde energieaudit," ingevoegd tussen de woorden "gedeeltelijke energieaudit," en de woorden "een globale energieaudit";

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden "door de private onderneming" vervangen door de woorden "door de onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst of de KMO" en worden de woorden "de bewijsstukken van de uitgaven en een eindrapport met de resultaten van het onderzoek" vervangen door de woorden "de bewijsstukken van de uitgaven, een eindrapport met de resultaten van het onderzoek en, in voorkomend geval, een met bijlage 11 overeenstemmend rapport om de verhoging voor een vereenvoudigde energieaudit bedoeld in bijlage 7 *in fine* te krijgen.";

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden "door de representatieve organisatie van private ondernemingen of door de private onderneming" vervangen door de woorden "door de representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst, door de onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst of door de KMO";

4° in § 4, eerste lid, worden de woorden "of voor de handelingen ter verbetering van de energie-efficiëntie" opgeheven;

5° in § 4, tweede lid, worden de woorden "door de representatieve organisatie van private ondernemingen" vervangen door de woorden "door de representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst".

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt bijlage 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, vervangen als volgt :

Gegevens	Calorische onderwaarde		Primaire energiefactor		CO ₂ -uitstoot	
Hout	0,0143	GJp/kg	0,01430	GJp/kg	0,0	kg CO ₂ /GJp
Antraciet	0,0277	GJp/kg	0,02770	GJp/kg	92,7	kg CO ₂ /GJp
Elektriciteit	0,0036	GJp/kWh	0,00900	GJp/kWh	55,8	kg CO ₂ /GJp
Benzine	0,0396	GJp/liter	0,03961	GJp/liter	68,6	kg CO ₂ /GJp
Zware stookolie	0,0405	GJp/kg	0,04050	GJp/kg	76,6	kg CO ₂ /GJp
Stookolie	0,0387	GJp/liter	0,03655	GJp/liter	73,3	kg CO ₂ /GJp
Aardgas	0,0036	GJp/kWhi	0,00360	GJp/kWhi	55,8	kg CO ₂ /GJp
Aardgas	0,00325	GJp/kWhs	0,00325	GJp/kWhs	55,8	kg CO ₂ /GJp

Gegevens	Calorische onderwaarde		Primaire energiefactor		CO ₂ -uitstoot	
Lichte olie	0,0387	GJp/liter	0,03868	GJp/liter	73,2	kg CO ₂ /GJp
Zware olie	0,0417	GJp/liter	0,04173	GJp/liter	74,0	kg CO ₂ /GJp
Kerosine	0,0377	GJp/liter	0,03580	GJp/liter	70,8	kg CO ₂ /GJp
Bruinkool	0,0144	GJp/kg	0,01440	GJp/kg	99,2	kg CO ₂ /GJp
LPG	0,0461	GJp/kg	0,04500	GJp/kg	62,4	kg CO ₂ /GJp
Propanaan	0,0255	GJp/liter	0,02360	GJp/liter	64,9	kg CO ₂ /GJp
Propanaan	0,0502	GJp/kg	0,04637	GJp/kg	64,9	kg CO ₂ /GJp

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt bijlage 6, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, vervangen als volgt :

« BIJLAGE 6. Bevoegdheden van de energieauditeurs

Globale energieaudit	Gedeeltelijke energieaudit	Prehaalbaarheids-onderzoek	Haalbaarheids-onderzoek	Jaarlijkse opvolgingsaudit	Vereenvoudigde energieaudit
Energieauditeur erkend tegelijkertijd in de vaardigheden gebouwen, industrieel proces en hernieuwbare energie - warmtekracht-koppeling *	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend met bijkomende erkenning vakovereenkomst of interne dienstverleners die de in artikel 15, eerste lid, bedoelde opleiding gevolgd hebben	Energieauditeur erkend tegelijkertijd in de vaardigheden gebouwen, industrieel proces en hernieuwbare energie - warmtekracht-koppeling

* Voor de globale energieaudit verricht in het kader van de vakovereenkomsten is de bijkomende erkenning vakovereenkomst vereist. »

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt bijlage 7, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, vervangen als volgt :

« BIJLAGE 7. Subsidiëringspercentage en maximale in aanmerking komende kosten of maximale jaarlijkse toelagen voor de ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst en de KMO's

		Globale energieaudit	Gedeeltelijke energieaudit	Prehaalbaarheids-onderzoek	Haalbaarheids-onderzoek	Jaarlijkse opvolgingsaudit	Vereenvoudigde energieaudit
Onderneming die deel uitmaakt van een vakovereenkomst	Onderneming die geen KMO is	Percentage : 50 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 50 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 50 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 50 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 50 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 4.000	Komt niet in aanmerking
	Middelgrote onderneming	Percentage : 60 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 60 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 60 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 60 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 60 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 4.000	Komt niet in aanmerking
	Kleine onderneming	Percentage : 70 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 70 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 70 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 70 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Percentage : 70 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 4.000	Komt niet in aanmerking
KMO die niet deel uitmaakt van een vakovereenkomst	Middelgrote onderneming	Percentage : 60 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 6.000	Percentage : 60 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 5.000	Percentage : 60 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 5.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	* Percentage : 40 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 1.000
	Kleine onderneming	Percentage : 70 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 6.000	Percentage : 70 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 5.000	Percentage : 70 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 5.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	* Percentage : 50 % Maximale in aanmerking komende kosten : € 1.000
KMO die een intentieverklaring heeft ondertekend	Middelgrote onderneming	Percentage : 60 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking
	Kleine onderneming	Percentage : 70 % Maximale jaarlijkse toelage : € 320.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking

* Het subsidiëringspercentage voor een vereenvoudigde energieaudit wordt met twintig procent verhoogd indien de KMO :

1° op het moment van de toelageaanvraag haar intentie verklaart om een met bijlage 11 overeenstemmend rapport op te stellen;

2° op het moment van de aanvraag tot betaling van de toelage een met bijlage 11 overeenstemmend rapport indient, dat de energiebesparingen opgeleverd door de uitvoering, tussen de toelageaanvraag en de betalingsaanvraag, van de door de audit bepaalde maatregelen aantoonst. »

Art. 23. In hetzelfde besluit wordt bijlage 8, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, vervangen als volgt :

« BIJLAGE 8. Subsidiëringspercentage voor de representatieve organisaties van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst en de ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst zonder bemiddeling van een representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst

	Onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050	Stappenplan 2050	Vorbereiding, begeleiding en opvolging van een vakovereenkomst	Actie ter verbetering van de energie-efficiëntie van een sector
Representatieve organisaties van ondernemingen	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	100 % met een jaarlijks maximum van € 20.000

Representatieve organisaties van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst *		100 %	100 %	100 %	Komt niet in aanmerking
Ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst zonder bemiddeling van een representatieve organisatie van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst	Onderneming die geen KMO is	50 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking
	Middelgrote onderneming	60 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	60 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking
	Kleine onderneming	70 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	70 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking

* De toelagen voor de representatieve organisaties van ondernemingen die deel uitmaken van een vakovereenkomst mogen niet meer dan € 80.000 per jaar bedragen. »

Art. 24. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met de bijlagen 10 en 11, luidend als volgt :

« BIJLAGE 10. Minimumbestek voor de vereenvoudigde energieaudit

1. Doelstelling

De vereenvoudigde energieaudit dient om de opdrachtgever een eerste stand van zaken van de energetische aspecten van de onderneming over te leggen. Deze stand van zaken die gegrond is op een bezoek in omstandigheden van reëel gebruik, dekt de aspecten gebonden aan de facturen en aan de energieboekhouding en stelt een lijst van de te ondernemen acties voor om de energie-efficiëntie van de ondernemingen te verbeteren of om bij te dragen tot de ontwikkeling van hernieuwbare energieën en warmtekrachtkoppeling. Deze audit is vereenvoudigd voor zover hij de meest significante aspecten van de onderneming zowel inzake energiehoeveelheid als inzake actiemogelijkheden voor de opdrachtgever dekt.

De reikwijdte van de audit dekt de operationele activiteiten van de werkplaatsen en de kantoren en systemen die elektriciteit en brandstoffen gebruiken.

2. Vereisten

§ 1. De vereenvoudigde energieaudit bevat met name de volgende elementen :

1° de analyse van het elektriciteitsverbruik :

- a) analyse van het verbruik tijdens de volle uren/de stille uren;
- b) analyse van het opgenomen vermogen;
- c) analyse van de cos phi;
- d) analyse van het belastingsdiagram;
- e) analyse van de kwartierpiek;
- f) analyse van de elektriciteitsfacturen;

2° de analyse van het brandstofverbruik :

- a) analyse van het verbruik;
- b) analyse van de seizoensinvloeden;
- c) analyse van de brandstoffacturen;

3° het bezoek en de vereenvoudigde energie-analyse van de installaties en lokalen van de onderneming :

a) bespreking over de context : de opdrachtgever stelt de activiteit van zijn onderneming en de eventuele ontwikkeling ervan voor;

b) de opdrachtgever legt de ondervonden energieproblemen, zijn reeds verrichte investeringen of zijn projecten betreffende de vermindering van het energieverbruik of de eventuele ontwikkeling ervan uit;

c) de eventuele tekortkomingen van de installaties kunnen gefotografeerd worden;

d) uitleg over de geïdentificeerde problemen en over de verbeteringsmogelijkheden, de goede praktijken, de investeringsmogelijkheden zoals de verbetering van de energie-efficiëntie en de installaties van autoproductie van energie;

4° debriefing en aanbevelingen om de energie-efficiëntie van de door de vereenvoudigde audit geïdentificeerde punten te verhogen :

a) de aspecten gebonden aan de werkplaatsen en de lokalen; verlichting, producties, distributies, emissies en regeling van de verwarming en van de airconditioning van het gebouw, de ventilatie en, indien nodig, de isolatie en de dichtheid van het gebouw;

b) de aspecten gebonden aan de activiteit van de onderneming: de doeltreffendheid van de drijfkrachten, het gebruik van variatoren, het nut, zoals de productie, de distributie en het gebruik van de gedrukte lucht, van de damp of de kou, het beheer van de stopzettingen;

c) de bewustmaking van het personeel;

d) de productie van hernieuwbare energieën voor eigen gebruik of voor een terbeschikkingstelling op een autonoom micronet voor ondernemingen of gemeenschappen;

e) eventueel de terugwinning van warmte uit koppelgas;

5° vaststelling van de mogelijkheid van de elektrische energetische flexibiliteit van de onderneming;

6° informatie over de financiële incentives en specifieke financieringssteun;

7° de acties die moeten worden ondernomen om de aanbevelingen van de audit uit te voeren;

8° een identificatie van de investeringen die in aanmerking komen voor het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen.

§ 2. Het rapport over de vereenvoudigde audit bevat met name :

1° de contactgegevens van de onderneming alsook de basisgegevens over haar activiteit;

2° de doelstelling van de audit, namelijk zijn reikwijdte en zijn beperkingen;

3° een synthese van de te ondernemen acties en de te onderzoeken verbeteringshypothesen;

4° een beschrijving van de geïdentificeerde problemen en van de te vinden oplossingen, eventueel vergezeld van de tijdens het bezoek genomen foto's;

5° een synthese van de financiële incentives in verband met de besproken onderwerpen;

6° de lijst van de investeringen die in aanmerking komen voor het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen.

BIJLAGE 11. Verslag over de energiebesparingen ten gevolge van de vereenvoudigde energieaudit

Het rapport bevat minstens de volgende gegevens :

1° de contactgegevens van de onderneming;

2° de naam en voornaam van de auditeur

Voor elke getroffen maatregel inzake energie-efficiëntie of hernieuwbare energie of warmtekrachtkoppeling :

1° een beknopte benaming;

2° de indeling tussen "gebouw", "industriële proces", "nut" of "hernieuwbare energie of warmtekrachtkoppelingen";

3° de jaarlijkse energiebesparing uitgedrukt in eind kWh

4° de verwachte levensduur van de energiebesparing;

5° de betrouwbaarheid van de hierboven vermelde cijfergegevens tussen "raming" of "berekening";

6° het bedrag van de investering. »

Art. 25. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 40/1, luidend als volgt :

« Art. 40/1. De Minister van Energie is bevoegd om, in voorkomend geval, de inhoud van de audit en van het rapport van bijlage 10 en van het formulier van bijlage 11 aan te vullen. »

Art. 26. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juni 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30791]

Arrêté 2016/1043 du Collège de la Commission communautaire française relatif au télétravail

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87 § 3 modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1^{er};

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, l'article 22 alinéa 1^{er};

Vu l'avis du comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle donné le 28 octobre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 22 août 2016;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget donné le 29 septembre 2016;

Vu le protocole n° 2017/11 du 20 avril 2017 du comité du secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2016/1043 du Collège de la Commission communautaire française du 4 mai 2017 sur la situation respective des femmes et des hommes;

Vu l'avis n° 61.473/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;